

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2032 | OUVRIERS
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)
(Isère)
(17 septembre 1998)

(Bulletin officiel n° 1998-50)

(Étendue par arrêté du 26 janvier 1999,

Journal officiel du 6 février 1999)

Convention collective départementale

BÂTIMENT

IDCC : 2033 | OUVRIERS
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(Isère)
(17 septembre 1998)

(Étendue par arrêté du 26 janvier 1999,

Journal officiel du 6 février 1999)

Dénonciation par lettre du 8 février 2018

de la Fédération BTP Isère des conventions collectives du 17 septembre 1998

NOR : ASET2150904M

IDCC : 2032, 2033

Fédération BTP Isère,
88, avenue des Martyrs,
CS 10404,
38017 Grenoble Cedex

Grenoble, le 8 février 2018.

Monsieur le président,

Dans le cadre de l'opération de restructuration des branches engagée en application de la loi du 5 mars 2014 et conformément à l'article L. 2261-9 du code du travail, nous vous notifions par le présent courrier la dénonciation de :

- la convention collective du département de l'Isère concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) du 17 septembre 1998 ;

- la convention collective du département de l'Isère concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 17 septembre 1998.

Cette dénonciation fait courir un préavis de 6 mois.

En conséquence, notre fédération donne mandat à la Fédération française du bâtiment, 33, avenue Kléber, 75784 Paris Cedex 16 pour procéder à la négociation des textes de substitution aux textes ci-dessus dénoncés, en application de l'article L. 2261-10 du code du travail.

Les accords portant sur les indemnités de petits déplacements (comme par ailleurs les accords régionaux de salaires et les indemnités pour les maîtres d'apprentissage confirmés) restent en vigueur. Une fois les nouvelles conventions collectives nationales conclues, ces accords feront l'objet d'avenants à ces conventions collectives nationales. Ils demeureront négociés au niveau départemental pour les indemnités de petits déplacements et au niveau régional pour les 2 autres accords.

La présente dénonciation fera l'objet d'un dépôt, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, auprès de l'administration.

Nous vous prions de croire, Monsieur le président, à l'assurance de nos respectueuses salutations.

Le président.